

## General Electric paiera les 50 millions de pénalités pour ne pas avoir créé d'emplois

Par Anne Bodescot, édition du 6 février 2019

<http://premium.lefigaro.fr/societes/2019/02/05/20005-20190205ARTFIG00278-general-electric-paiera-les-50millions-de-penalites-pour-ne-pas-avoir-cree-d-emplois.php>



*Le logo General Electric sur le site de Belfort. - Crédits photo : Vincent Kessler/REUTERS*

### **Cet argent servira à un fonds de réindustrialisation logé à la Caisse des dépôts et consignations.**

General Electric n'aura créé en France que 25 emplois nets, au lieu des 1000 promis lors du rachat de la branche énergie d'Alstom, en 2015, selon les calculs de Bercy. Les 3000 recrutements effectués par le groupe américain depuis ont été compensés par autant de suppressions de postes, avec des plans de licenciement à répétition. Faute d'avoir tenu sa promesse à fin 2018, il va régler les pénalités prévues par le contrat passé avec l'État, soit 50 millions d'euros.

Ce capital servira à un fonds de réindustrialisation logé à la Caisse des dépôts et consignations. General Electric lui-même a confirmé la création de ce fonds, selon Bercy. Il sera piloté par un comité réunissant des représentants désignés par l'entreprise, les collectivités concernées, notamment la Ville de Belfort, et l'État. Le groupe envisage en effet maintenant de supprimer jusqu'à 470 postes à travers la France. Près de 150 emplois pourraient notamment disparaître à l'usine d'Alstom Power System de Belfort.

Lorsque l'américain avait mis la main sur le fleuron industriel français, les syndicats doutaient déjà de le voir créer les emplois promis. Longtemps, pourtant, GE a continué à affirmer qu'il tiendrait ses engagements, alors même que sur le terrain, les syndicats constataient l'inverse. Le sort de la Digital Foundry, installée au cœur de Paris en grande pompe en 2016 en présence de Jeff Immelt, le PDG déchu du groupe, est devenu le symbole des promesses non tenues. Cette Digital Foundry se voulait le hub européen du groupe pour l'industrie du futur et le développement des solutions digitales industrielles, avec à la clé 250 emplois dans le numérique. C'était même l'un des arguments qui avait fait pencher la balance en sa faveur, au détriment de Siemens. Mais, l'an dernier, tout en s'en défendant, le groupe a détricoté tout l'édifice. Le conglomérat est en effet engagé dans un vaste plan de restructuration mondiale, pour tenter de redresser une rentabilité mise à mal par les difficultés de sa division énergie (turbines), qui comprend l'ancien Alstom.